**Déclaration liminaire à la réunion du CHSCT du 09 juin 2017**

Monsieur le Président,

Geste symbolique particulièrement négatif du premier gouvernement du quinquennat d'Emmanuel Macron : l'absence flagrante d'un Ministère de la fonction publique.

Quel signe y voir, si ce n'est le fait de rendre invisible aux yeux de tous nos concitoyens les fonctionnaires et les services publics?

Solidaires Finances ne se fait aucune illusion sur les intentions du nouveau Président au vu de ce qui est inscrit dans son programme.

120 000 suppressions d'emplois en 5 ans (50 000 à l'Etat et 70 000 à la Territoriale), cet objectif démontre s'il en était besoin qu'Emmanuel Macron et Gérald Darmanin s'inscrivent dans la droite ligne de la politique d'austérité budgétaire initiée par Nicolas Sarkozy et poursuivie par François Hollande.

De plus, l'objectif d'obtenir 60 milliards de réduction des dépenses publiques, démontre que ce gouvernement suit aveuglément les injonctions de Bruxelles. Le Pacte Européen Budgétaire signé en octobre 2012 n'a pas fini de faire des dégâts. Le service public sera encore le principal vecteur des coupes budgétaires à venir.

Objectivement aujourd'hui, quelles sont les missions de service public qui peuvent encore supporter des suppressions d'emplois ? Toutes nos administrations exercent désormais leurs missions à flux tendu dans des conditions de travail dégradées qui nuisent à la santé des personnels et qui se traduisent par un service public défaillant envers les usagers.

Pour preuve les résultats du dernier baromètre social à la DGFiP de décembre 2016:

46 673 agents de la DGFiP ont répondu à l'enquête, soit 44 % de participation. Elle s'étiole au fil du temps : 54 % en 2013, 49,5 % en 2015.

Ce baromètre semestriel, à l'aiguille bloquée sur tempête, ne devrait pas survivre à la transformation de l'enquête ministérielle annuelle (sondage sur 2 000 fonctionnaires de Bercy) en enquête annuelle ouverte à tous les agents de Bercy. Et la DGFiP sera sans doute trop heureuse de se débarrasser d'un thermomètre obstinément orienté à la fièvre.

Car les chiffres parlent d'eux-mêmes :

- 63 % des agents sont pessimistes sur leur avenir au sein de cette administration (ils étaient 52 % en 2013),

- 73% affirment manquer de temps pour s'informer et 62 % pour accomplir correctement leur travail.

- 95 % (soit 5 points de plus qu'en juin 2015) ont le sentiment de travailler dans l'urgence !

Ils souffrent de plus en plus de stress, qu'ils évaluent sur une échelle de 1 à 10,

- pour 80 % d'entre eux entre 5 et 10, dont la moitié entre 7 et 10. Rien qu'entre juin 2015 et décembre 2016, ces chiffres ont augmenté de 2 points.

La charge de travail en reste la cause essentielle (pour 64% contre 61 %).

67 % d'entre eux jugent le climat social mauvais ou très mauvais à la DGFiP (+ 6%). Ils sont aussi 29 % (+ 4 %) à le penser au sein de leur unité de travail et 57 % (+ 10 %) sur leur structure de travail et la Direction.

Les attentes des agents visent la rémunération, les conditions de travail, l'organisation interne et les méthodes de travail, qui constituent toujours les points sur lesquels les agents estiment qu'il faudrait agir en priorité.

Combien de baromètres faudra-t-il encore aux Ministres et responsables de la DGFiP pour prendre conscience du fossé grandissant entre leurs décisions, leurs orientations, et la réalité quotidienne ?

Pour preuve le dernier « Essentiel » qui demandent aux agents de se prendre en photo déguisé en agents épanouis .... De qui se moque t'on ? Nous prend-on pour des clowns et notre ministère n'est-il devenu qu'un grand carnaval ?

Au niveau local, des agents sont sous pression pour la saisie des déclarations alors même que le nombre de réception est en forte augmentation et que des chiffres irréalistes de saisie ont été fixés.

Pour nous, le nouveau projet à bas-coût d'aménagement du SPF-E que vous nous avez présenté lors du dernier CHSCT ne va pas améliorer les conditions de travail des agents.

Le rapport d'activité 2016 ne fait que confirmer ce que nous dénonçons depuis plusieurs années : nous n'avons plus les moyens d'effectuer correctement nos missions. En effet, au 31/12/2016, l'effectif théorique était de 450 agents mais l'effectif réel de 378 agents soit un sous-effectif de 72 agents !!! La liste des services en situation catastrophique est longue : DDFiP, PCE Aubenas, tous les SIP et SIE, les trésoreries de Joyeuse, de Villeneuve de Berg, d'Aubenas, d'Annonay, de Bourg-St-Andéol,....

Ne pensez-vous pas que tous ces éléments sont des facteurs favorisant les risques psycho-sociaux ?

De plus, le baromètre n'en parle pas ... mais .. nous suggérons à nos élites déconnectées de la réalité d'interroger les collègues sur d'autres points.

Par exemple :

- 8 milliards ont été dépensés en quinze ans dans le développement des « cathédrales numériques ». Le président Macron envisage même d'y consacrer la majeure partie des 5 milliards d'investissement qu'il prévoit... pour améliorer les conditions de travail ! Sur les 8 milliards dépensés, un tiers a été investi sur des projets finalement tombés à l'eau (Copernic, l'Office National de Paie,...), un autre tiers l'a été sur des

projets qui rament ou sont toujours en chantier (Sirhen, Sirhius,...). **Trouvez-vous ces dépenses : plutôt pertinentes ? plutôt désastreuses ?**

-Dans la période, le budget DGFiP a été amputé d'au moins 600 millions sur la masse salariale et sur le fonctionnement courant. **Trouvez-vous ces économies : plutôt pertinentes ? Plutôt désastreuses ? Et maintenant ?**

Nous sommes à la veille d'élections législatives. Quels qu'en soient les résultats, ce ne sera pas neutre pour l'avenir des missions de la DGFiP et pour les moyens qui seront mis à notre disposition.

Solidaires Finances revendique un réel changement plaçant l'humain au coeur de toute politique. Cela vaut pour améliorer un service public mis à mal par des années de dégradation, cela vaut pour la considération à l'égard des fonctionnaires.

Solidaires Finances continuera à résister et à combattre tout projet qui pourrait nuire à la sécurité et à la santé des agents. Nous attendons surtout que nos dirigeants prennent conscience que les agents ne sont ni des machines, ni des variables d'ajustement. Ce sont des femmes et des hommes dévoués à leur missions.